



20241127 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/61396/la-bulgarie-deploie-cent-policiers-supplementaires-a-sa-frontiere-avec-la-turquie-avec-le-soutien-de-pays-voisins>



Amine (prénom d'emprunt) et ses amis se font contrôler dans les rues de Svilengrad, la ville bulgare la plus proche de la frontière turque. Svilengrad, Bulgarie, le 6 juin 2024. Crédit photo : Infomigrants

La Bulgarie déploie cent policiers supplémentaires à sa frontière avec la Turquie avec le soutien de pays voisins

Par [La rédaction](#)

La Roumanie, la Hongrie et l'Autriche vont envoyer des agents de la police aux frontières pour renforcer les effectifs bulgares à la frontière bulgare-turque. Grâce à des financements de l'Union européenne, la Bulgarie va également renforcer son matériel de surveillance de cette zone stratégique d'entrée dans l'UE.

La frontière bulgare-turque va être renforcée avec le déploiement de cent nouveaux policiers, a annoncé le commissaire en chef de la police aux frontières bulgare Anton Zlatanov. Ces agents seront issus de la police aux frontières de pays voisins : la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche.

Le directeur de la police des frontières escompte une "réduction de la pression migratoire de 70 %" rapport le média [Schengen News](#).

Ce soutien des pays voisins fait suite à l'adhésion pleine et entière de la Bulgarie et de la Roumanie à l'espace Schengen, engagée depuis la signature d'un accord vendredi 22 novembre.

L'intégration à Schengen comme déclencheur

Pendant des années, l'Autriche s'opposait à l'intégration totale de ces deux pays, en particulier à cause des passages migratoires. Début 2024, les deux pays étaient entrés partiellement dans Schengen : seuls les contrôles des voies aériennes et maritimes étaient levés, et non ceux des voies terrestres.

Mais vendredi dernier, une réunion s'est tenue à Budapest avec les ministres de l'Intérieur de la Roumanie, de la Bulgarie et de l'Autriche, sous l'égide de la présidence hongroise du Conseil de l'UE. Vienne a levé son veto, et cette réunion a donc abouti à un "accord commun" ouvrant la voie à l'adhésion complète à l'espace Schengen pour ces deux pays des Balkans, a déclaré un porte-parole hongrois cité par [Euronews](#).

Un vote officiel aura lieu le 12 et 13 décembre dans la foulée d'une réunion du Conseil de l'UE pour entériner l'accord, a fait savoir la commissaire européenne chargée des affaires intérieures, Ylva Johansson.

A lire aussi

[Le Parlement européen approuve la fermeture des frontières en cas d'"instrumentalisation" des migrants par un pays tiers](#)

Cette entrée pleine dans Schengen étant quasiment actée, les autorités bulgares ont d'ores et déjà annoncé qu'elles comptaient maintenir des contrôles aux frontières intérieures de cette zone Schengen notamment à leur frontière avec la Roumanie. Et ce, pendant six mois.

Jusqu'ici, la réintroduction de ces contrôles, utilisée par de nombreux États dont la France ou récemment l'Allemagne, était limitée à deux ans. Mais une réforme Schengen est en cours : le Parlement européen prévoit notamment des contrôles plus stricts en cas d'"instrumentalisation" de la pression migratoire par un pays tiers.

L'UE finance des véhicules et du matériel de surveillance

La police aux frontières bulgare a aussi annoncé l'achat de "360 nouveaux véhicules tout-terrain" grâce à des ressources financières débloquées par l'UE pour la gestion de la frontière. Le système de vidéosurveillance est également en train d'être amélioré le long de cette frontière bulgare-turque grâce à cet argent public européen, toujours selon la police aux frontières bulgares. Notamment un tronçon de 100 km qui ne se trouvait pas encore sous surveillance vidéo.

Hans Leijtens, le directeur exécutif de Frontex, l'agence des gardes-frontières de l'UE, a pour sa part confirmé le déploiement de 500 à 600 personnels pour surveiller cette zone frontalière. Frontex avait déjà annoncé l'an dernier que le nombre de ses agents serait triplé en Bulgarie.

A lire aussi

["La police a pris nos téléphones, nos affaires, notre argent" : les refoulements continuent entre la Bulgarie et la Turquie](#)

Dans cette zone frontalière s'exerce pourtant depuis des années des refoulements à chaud illégaux (dits "puschbacks") ainsi que des violences des gardes-frontières à l'égard des exilés, selon les nombreuses enquêtes journalistiques et rapports d'ONG. Frontex [est bel et bien informé de ces pratiques](#), selon une enquête du réseau Balkan Investigative Reporting Network (BIRN) parue en février 2024.

Quatre Marocains rencontrés en juin à Svilengrad, l'une des premières petites villes accolée à la frontière bulgare-turque, ont témoigné auprès d'Infomigrants de violences de la part de garde-frontières, qui auraient "tiré en l'air" et "lâchés leurs chiens" sur leur groupe. "À chaque fois, la police a pris nos téléphones, nos affaires, notre argent", a aussi dénoncé l'un d'eux, Amine*, refoulé plusieurs fois de suite. Sans compter des formes d'humiliations, corroborés par de nombreux témoignages d'exilés ces dernières années : "ils prenaient aussi nos vêtements, et nos chaussures", ont raconté ces compagnons de route Marocains.